

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : MDE 13/063/2007 (Public)

Bulletin n° : 097

ÉFAI

31 mai 2007

Iran. Le harcèlement des personnes possédant la double nationalité doit cesser. Des organisations de défense des droits humains protestent contre les détentions et les interdictions de voyager

Déclaration conjointe d'Amnesty International, de la Fédération internationale des droits de l'homme, de Human Rights Watch et de Reporters sans frontières

(New York, le 31 mai 2007) Le gouvernement iranien doit immédiatement libérer deux citoyens d'Iran et des États-Unis en détention, et clarifier l'affaire d'une troisième personne, qui aurait « disparu », a déclaré ce 31 mai un groupe d'importantes organisations de défense des droits humains. Amnesty International, Human Rights Watch, la Fédération internationale des droits de l'homme, Reporters sans frontières et la lauréate du prix Nobel Shirin Ebadi ont également exhorté l'Iran à lever les interdictions de voyager imposées à deux journalistes possédant la double nationalité, à qui l'Iran a interdit de retourner dans leurs pays d'origine.

Ces mesures semblent être une tentative de la part des autorités iraniennes pour semer la peur dans la communauté des journalistes, des écrivains, des universitaires et des militants. Les échanges de ces personnes avec leurs homologues d'autres régions du monde soulignent leur engagement à renforcer le respect mutuel et la reconnaissance de la dignité humaine par le dialogue, et à faire appliquer les normes relatives aux droits humains dans leur pays.

« *Ces mesures violent le droit iranien ainsi que les normes internationales* », a déclaré Shirin Ebadi, lauréate du prix Nobel de la paix 2003, qui représente deux des personnes touchées par la répression. « *Le pouvoir judiciaire bafoue les droits élémentaires de ces personnes possédant la double nationalité.* »

Ces détentions et interdictions de voyager font partie d'une vaste répression organisée contre des Iraniens militants des droits humains, étudiants et syndicalistes, par des responsables du renseignement iranien, dépendants du ministère du Renseignement. Ces responsables du ministère détiennent actuellement deux universitaires citoyens de l'Iran et des États-Unis, Kian Tajbakhsh et Haleh Esfandiari, dans la célèbre prison Evin de Téhéran.

Un autre citoyen de l'Iran et des États-Unis, Ali Shakeri, militant pacifiste d'Irvine, en Californie, serait également en détention, et aurait été victime d'une disparition forcée. En outre, le gouvernement a confisqué les passeports de deux journalistes, Parnaz Azima, citoyenne d'Iran et des États-Unis, et Mehrnoush Solouki, citoyenne française et iranienne, les empêchant de quitter l'Iran.

Shirin Ebadi et les organisations de défense des droits humains ont exprimé leur inquiétude profonde quant à la santé et la sécurité des détenus, ainsi que des deux journalistes retenues en Iran.

Kian Tajbakhsh et Haleh Esfandiari sont actuellement détenus dans l'unité 209 de la prison d'Evin. Ce 29 mai, le porte-parole du ministère de la Justice, Alireza Jamshidi, a déclaré lors d'une conférence de presse qu'ils avaient été inculpés, avec Parnaz Azima, après une plainte déposée contre eux par le ministère du Renseignement – qui les accuse d'agir contre la sécurité nationale en se livrant à de la propagande contre la république islamique, en espionnant au profit d'étrangers.

Des agents du ministère du Renseignement ont arrêté Haleh Esfandiari ce 8 mai. Âgé de soixante-sept ans, ce directeur du programme Moyen orient du Centre d'études international universitaire Woodrow Wilson à Washington DC a été transféré à la prison d'Evin ce même jour. Kian Tajbakhsh, sociologue âgé de quarante-cinq ans qui travaillait comme consultant pour le gouvernement iranien et des organisations internationales, a été placé en détention trois jours plus tard, le 11 mai. Ces deux personnes sont détenues au secret, et n'ont accès ni à leurs avocats ni à leur famille.

Le 20 mai, le ministère du Renseignement a publié une déclaration accusant Haleh Esfandiari de promouvoir la société civile en Iran « *dans l'intérêt de puissances étrangères* ». Ces déclarations, ainsi que plusieurs articles du quotidien *Kayhan*, qui suit une ligne dure, mentionnaient les activités professionnelles de Kian Tajbakhsh et Haleh Esfandiari, telles que la participation à des conférences universitaires internationales, comme la preuve d' « *actes préjudiciables à la sécurité nationale* ».

« *Ces inculpations sont à caractère politique, et ne serviront qu'à isoler encore davantage la société civile iranienne* », a déclaré Shirin Ebadi. « *Le gouvernement punit ces détenus parce qu'ils ont encouragé le dialogue entre les Iraniens et la communauté internationale.* »

Ali Shakeri, âgé de cinquante-neuf ans, a « disparu » le 8 mai alors qu'il quittait l'Iran pour se rendre en Europe. Selon ses associés, il a appelé sa famille quarante-huit heures plus tard pour dire « *il y a un malentendu, et je vais bien* ». Le 29 mai, le porte-parole du ministère de la Justice a déclaré qu'Ali Shakeri n'était pas en détention, et qu'il n'y avait aucune inculpation contre lui. Cependant, il est impossible de savoir où il se trouve. Les organisations internationales ont demandé au gouvernement iranien d'enquêter sur sa détention initiale, le 8 mai, d'indiquer publiquement le lieu où il se trouve, de le libérer s'il est en détention, et de l'autoriser à quitter le pays pour retrouver sa famille en Californie.

Les autorités ont également interdit à deux journalistes possédant la double nationalité de quitter l'Iran. Mehrnoush Solouki, étudiante en journalisme à l'université de Québec et possédant la double nationalité française et iranienne, a été placée en détention ce 17 février alors qu'elle réalisait un film documentaire sur les événements ayant suivi les cessez-le-feu de 1988 dans la guerre entre l'Iran et l'Irak. Mehrnoush Solouki a été détenue pendant un mois à la prison d'Evin par des représentants du ministère du Renseignement, qui ont également confisqué ses notes et son film, avant de la libérer contre une caution de 100 millions de toumans (soit 100 000 dollars des États-Unis), le 19 mars. Cependant, les autorités ne lui ont pas rendu son passeport, l'empêchant de quitter l'Iran. Des agents du renseignement l'ont convoquée plusieurs fois pour interrogatoire depuis sa libération.

Parnaz Azima, reporter pour les services en langue perse de Radio Free Europe, qui possède la citoyenneté d'Iran et des États-Unis, se voit également empêchée de quitter l'Iran. Son passeport a été confisqué par les autorités en janvier 2007. Le 21 mai, après le dépôt d'une caution importante, les autorités ont refusé de lui rendre son passeport, arguant de l'intérêt qu'avait le ministère du Renseignement pour son affaire.

Des agents du renseignement iranien lancent souvent des poursuites à caractère politique contre des militants et des intellectuels, les accusant de « *mise en danger de la sécurité nationale* ». En août 2005, des agents du ministère du Renseignement ont arrêté Abdolfattah Soltani, un célèbre avocat défenseur des droits humains, l'accusant d'espionnage. Les agents du ministère ont détenu Abdolfattah Soltani à la prison d'Evin pendant sept mois, avant de le libérer sous caution. Le 28 mai 2007, une cour d'appel de Téhéran a acquitté Abdolfattah Soltani de tous les chefs d'inculpation.

Amnesty International, Human Rights Watch, la Fédération internationale des droits de l'homme, Reporters sans frontières et Shirin Ebadi ont rappelé aux autorités iraniennes qu'elles portent l'entière responsabilité de la santé et de la sécurité de toutes les personnes détenues par l'État, et que tous les détenus doivent être traités avec dignité, et avoir accès à leurs avocats et leurs visiteurs. Ces organisations ont également demandé au gouvernement iranien de cesser de persécuter et de poursuivre les universitaires et journalistes possédant la double nationalité.

Pour de plus amples informations, merci de contacter :

À Londres, le service de presse d'Amnesty International : +44-20-7413-5566
À New York, pour Human Rights Watch, Hadi Ghaemi (anglais, perse): +1-917-669-5996 (portable)
À Paris, pour la Fédération internationale des droits de l'homme, +33-1-43-55-2011 et Karim Lahidji
(français, perse): +33-6-304-603-73
À Paris, pour Reporters sans frontières, Reza Moini (français, perse): +33-1-44-83-84- 84

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International
à Londres, au +44 20 7413 5566
Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>